

**RÉSULTATS DE LA RÉUNION  
DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU MINISTÉRIEL  
Paris, 23-24 mai 2006**

**ÉVALUATION  
Par le Secrétariat du TUAC**

1. Le Conseil ministériel de 2006 de l'OCDE, présidé par le Premier ministre grec, Kostas Karamanlis a mis l'accent sur les perspectives économiques, la politique structurelle, la réforme de l'OCDE et les négociations commerciales. La réunion avait pour thème « Assurer la prospérité » - le thème du Forum 2006 de l'OCDE qui se déroulait parallèlement étant « Equilibrer la mondialisation ». D'après les conclusions des ministres résumées par la Présidence l'économie mondiale connaît encore une expansion vigoureuse ; un grand nombre de pays ont besoin de procéder à des réformes ; et les échanges représentent l'un des plus importants moteurs de la croissance, de l'innovation et de la prospérité.

2. A en juger par ces conclusions, la réunion a apporté peu de réponses précises aux principales questions soulevées par le TUAC dans sa déclaration écrite et lors des consultations avec les ministres, la veille de la réunion, à savoir : comment rééquilibrer la croissance de l'OCDE entre les Etats-Unis et l'Europe à des niveaux élevés de production, de demande et d'emploi et par l'accroissement de la demande intérieure de l'Europe ? Qu'en est-il d'un nouveau programme d'action en matière de politique structurelle étant donné que les travailleurs refusent l'insécurité et la précarité du travail ? Comment intégrer la Chine dans l'économie mondiale avec moins de perturbations et comment remédier aux conséquences du développement des échanges et des investissements sur l'emploi et sur les droits ? Les conclusions des ministres sont loin de répondre à ces questions. Certes, les conclusions soulignent que (parallèlement aux négociations commerciales) « les gouvernements des pays de l'OCDE sont responsables vis-à-vis de nos citoyens de faire en sorte que nos économies soient gérées efficacement afin d'offrir l'égalité des chances tout en respectant les droits des personnes et les besoins de l'ensemble de la communauté ».

3. Les commentaires des ministres à propos de la **situation économique** sont exagérément optimistes – même plus que les Perspectives économiques de l'OCDE qui ont été diffusées lors de la réunion ministérielle. Les Perspectives donnent des prévisions optimistes de croissance dans l'OCDE de 3,1% en 2006 et 2,9% en 2007 avec une inflation modérée et un taux de chômage légèrement en baisse en moyenne au Japon et dans la zone euro. Elles attirent néanmoins l'attention sur les risques qui pèsent de plus en plus sur ce scénario par suite des déséquilibres de la balance des opérations courantes, des prix de l'énergie et des prix de l'immobilier. En outre, lors de la présentation des Perspectives, le chef économiste de l'OCDE, Jean-Philippe Cotis a fait part de ses craintes au sujet de la politique monétaire et a invité la Banque centrale européenne à « attendre » avant de resserrer les taux d'intérêt. Cette intervention contraste avec le discours belliciste de Jean-Claude Trichet, Président de la BCE, au Forum de l'OCDE. En réaction, la CES et le TUAC ont diffusé une déclaration conjointe affirmant que nous ne pouvons pas accepter comme étant bien fondée une augmentation des

taux d'intérêt dans la zone euro à un moment où le noyau dur de l'inflation est maîtrisé et où la reprise reste limitée au seul moteur de la croissance de la demande d'exportations.

4. En ce qui concerne les **marchés du travail** et la réforme structurelle qui ont été examinés lors des consultations du TUAC et du BIAC avec les ministres, la réunion est arrivée à la conclusion qu'un grand nombre de pays doivent faire plus pour réorganiser leurs marchés du travail – la principale discussion concernant la réévaluation dont a été l'objet la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi est reportée au lancement des nouveaux travaux, à la conférence ministérielle de Toronto en juin. Si les ministres ont souligné qu'il était important d'expliquer les conséquences de l'inertie aux citoyens, ils ont aussi insisté sur l'importance de se mettre d'accord ensemble sur des moyens d'action. A propos des consultations TUAC/BIAC, le résumé de la présidence signale que « les Ministres sont convenus qu'entendre les avis des partenaires sociaux et avoir l'opportunité d'expliquer les objectifs et la stratégie des pouvoirs publics est toujours extrêmement utile pour faire mieux comprendre le programme de réforme et amener l'opinion publique à y adhérer. »

5. Les ministres se sont félicités également de l'accord sur les réformes de la gouvernance de l'OCDE, (en particulier sur le passage au vote à la majorité qualifiée sur un nombre limité de questions) et surtout, ils ont ouvert la voie à une double approche pour les nouvelles adhésions en présentant le double objectif de l'élargissement de sa composition et du renforcement des liens noués avec d'importants pays non membres de l'OCDE. Il a été demandé au nouveau Secrétaire général, le Général Angel Gurría de présenter un rapport sur ces questions à la réunion ministérielle de 2007.